

L'amour de la France I : histoire du sentiment patriotique en France

Article rédigé par *Patrick Sbalchiero*, le 28 janvier 2012

En prélude à notre campagne d'information sur les élections du printemps nous avons choisi d'évoquer l'amour de La France. Les choix que feront les Français auront ultimement pour horizon le Bien commun. Un Bien qui dépasse le cadre étroit de la conjoncture économique, politique et sociale de l'an 2012. La France est aussi une forme d'amitié au sens le plus large du terme, fondée sur un projet commun qui s'enracine dans une histoire séculaire. Prendre le temps d'évoquer cette histoire, méditer sur les motifs profonds des sentiments et des raisons objectives qui nous unissent, nous semble un préalable à toutes les analyses et à toutes nos études.

L'amour de la patrie serait-il désuet ou tabou dans une actualité marquée par les présupposés identitaires et les réseaux sociaux ? L'amour patriotique est-il une fiction républicaine, se réduit-il à un Etat de droit ? A-t-il toujours existé ?

La patrie, du latin *patrus*, c'est la terre des aïeux, la « *maison paternelle* » (Tocqueville), espace naturel et groupe culturel dans lesquels vécurent nos ascendants. Symbole d'une identité ancienne, transmise par la langue, le folklore, la gastronomie, etc., c'est un lien de cœur fondé sur une histoire collective, partage d'un présent et projet d'un futur. « *On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet* » dit Ernest Renan. Le vocable 'patriotisme' apparaît seulement en 1750. A la fin du siècle, Rouget de l'Isle parlera de « *l'amour sacré de la patrie* ».

L'idée de nation (*natus*) est voisine. C'est un ensemble humain conscient de lui-même, de son passé, de sa culture, au-delà des communautés d'intérêts.

En 1696, le dictionnaire de l'Académie accueille le mot 'Etat': personne morale administrant un pays. Il est depuis identifié à la République. C'est exact. Mais la patrie n'est pas réductible à un modèle, les 'régimes' politiques variant au fil du temps (monarchie, empire...).

« *Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire, voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale.* » : tel est le patriotisme selon Renan. La patrie est mémoire d'une nation incarnée dans un Etat. Est-ce un conglomérat de citoyens ? Non, car elle exige un acte mémoriel. C'est une unité organique sur un territoire en évolution.

Jusqu'en 1350, les princes contrôlent le seul domaine royal, soit, en gros, l'Île-de-France. La formation du territoire prend l'allure actuelle au XIX^e siècle. L'histoire des annexions traduit la lenteur avec laquelle naît la patrie : Provence (1482), Bretagne (1532), Dauphiné (1560), Roussillon (1659), Corse (1768), Savoie (1866)... Malgré une amorce de centralisation à partir de Philippe-Auguste (+ 1223), l'administration reste embryonnaire jusqu'au XV^e siècle. Une frontière linguistique divise France d'oc et France d'oïl.

Après 1350, la communauté française évolue lentement. Sans unité monétaire, fiscale et linguistique, la patrie

est un principe à géométrie variable. A 'l'automne du Moyen-Âge', les drames européens n'arrangent rien (Peste noire, Guerre de Cent Ans...). L'ordonnance de Villers-Cotterêts faisant du français la langue administrative date de 1539 ! De plus, les catholiques sont divisés : papauté d'Avignon, Grand Schisme d'Occident, Guerres de religion, autant de déchirements nationaux... Après 1400, le projet du IX^e siècle d'une chrétienté unie sous la bannière de l'Eglise agonise. Il conduit à un repliement (1400-1490), divisant de façon temporaire l'Europe en Etats-nations.

Mais l'histoire est mouvement. Un nouvel expansionnisme succède à ce malaise continental. Plusieurs Etats deviennent puissances coloniales, malgré des conquêtes fondées non sur un sentiment patriotique mais sur un désir de puissance et d'appât du gain. La Renaissance voue par ailleurs une passion à 'l'homme', au sens générique, non à la patrie.

En revanche, le XVII^e siècle, au faîte de la civilisation dans les livres scolaires (Molière et Versailles), étoffe l'administration. L'amour de la patrie, conjugué à celui du roi, naît en douceur. Le gallicanisme le porte sur les fonds baptismaux. Louis XIV puis la Régence contribuent à ce mouvement patriotique.

Hobbes invente le contrat entre les citoyens (*Leviathan*, 1651). Voltaire perçoit les effets d'une collectivité nationale dans les règnes de Louis XIV et de Louis XV. Rousseau fait du contrat social la base du patriotisme (1762). 89 est inscrit dans ces pages. L'Etat jacobin incarne la patrie que le peuple entend légitimer. Pour la première fois, la France hérite d'une « *communauté de morts* » (Renan) : autant de 'grands hommes', selon l'inscription au fronton du Panthéon : « *Aux grands hommes la patrie reconnaissante* ». Voltaire a anticipé : « *Le grand homme d'Etat est celui dont il reste de grands mouvements utiles à la patrie.* »

Le tournant du XVIII^e siècle

Mais au-delà des positions philosophiques, l'Ancien Régime, c'est le roi avant tout, gouvernant d'un corps social en trois états : noblesse, clergé, tiers-état : tripartition éloignée de l'idée de souveraineté populaire. Aussi l'amour de la patrie pour les lumières est une théorie, non un fait. Certes, la collectivité nationale préexiste à la Révolution, mais dès 1750, la France imagine son avenir en dehors de la monarchie.

Valmy est un tournant. Les grandes batailles vont nourrir l'amour de la patrie. Une chaîne de souvenirs protège la mémoire nationale : Bouvines, Marignan, Valmy... Le principe mémoriel de la patrie est inventé. Les symboles nationaux voient le jour : le drapeau tricolore, « *emblème national* » (1794); la *Marseillaise*, écrite du 25 au 26 avril 1792 par Rouget de l'Isle (chant national en 1879) ; la triade 'liberté, égalité, fraternité' (préambule de la Constitution de 1848, inscrite sur les édifices publics en 1880) ; le 14 juillet, fête nationale ; la cocarde, portée par les gardes nationaux en 1790 ; le faisceau des licteurs, signe de l'union des 83 départements, apparu sur le sceau républicain en 1848 ; le coq, du latin *gallus* (coq et Gaulois); le sceau de l'Etat (1792), sous la forme d'une femme de l'Antiquité, puis d'une semeuse en 1897... jusqu'aux monuments aux morts de la Grande Guerre, ces « *lieux de mémoire* » (Pierre Nora).

De 1789 à 1794, l'histoire du sentiment patriotique s'accélère. D'un amour rituellement célébré autour de la République naissante, le pays passe à un culte sanglant. La Terreur plonge les objets de sa dévotion (Raison et Être suprême) dans l'irrationnel. Les guerres de chouannerie révèlent la relativité de l'encrage républicain. En 1900 encore, patrie et légitimistes sont unis dans le seul esprit d'Ernest Lavisse.

Napoléon I^{er} revendique l'héritage de 89 qu'il veut étendre. Ce n'est plus l'ancienne idée impériale, catholique, mais un impérialisme mêlé de nationalisme conquérant. En ce sens, Robespierre avait déjà transformé l'amour de la patrie en vertu cardinale. Révolution et I^{er} Empire mettent au monde le modèle du citoyen 'civilisé'. « *L'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.* », écrit l'empereur. La

patrie devient une mère et une sœur : Marianne, officiellement apparue en 1848 mais citée dans une chanson dès 1792.

‘Exporter’ 89 : la patrie se fait modèle de civilisation. Ces idéaux légitimeraient guerre et expansion. Napoléon puis son neveu, Napoléon III, usent et abusent de ce principe.

La patrie, c’est l’Hexagone plus une âme. Métropole et Empire font corps. Les dates parlent d’elles-mêmes : le département d’Algérie est créé en 1848 ; en 1890, dix ans plus tard, Jules Ferry publie *Le Tonkin et la Mère Patrie*.

Sous la ‘République des Jules’, les historiens s’emparent du passé français comme d’un objet, du Collège de France (Michelet) aux écoles communales. Un regard uniforme est porté sur l’histoire nationale. Renan illustre cette tendance grâce à un chant spartiate: « *Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes.* »

Le romantisme valorise ce sentiment en comparant la patrie à un être. La France, c’est un destin rare, incarné par des fondateurs, de Vercingétorix à Napoléon... Plus tard, Lavissera parlera de l’héroïcité du passé français et abordera les « *martyrs du patriotisme* ». Le XIX^e siècle inscrit l’amour de la patrie parmi les valeurs constitutives de la nation. L’iconographie du temps rend témoignage : *La Liberté guidant le peuple* d’Eugène Delacroix (1798-1863), le *Vercingétorix jette ses armes aux pieds de Jules César* de Lionel-Noël Royer (1852-1926)...

Le XIX^e siècle cultive la ferveur de la patrie. Celle-ci subit d’ailleurs des menaces. Les peurs induites par la révolution industrielle, les transformations urbaines (Haussmann), l’essor des idéologies (socialismes, marxisme, etc.) alimentent les griefs des nationalistes ‘ultra’. La défaite de 1870 puis la Première Guerre Mondiale stimulent leur fougue. Au tournant du XX^e siècle, le débat est vif entre patriotisme intégrateur et nationalisme protectionniste. Les passions se déchaînent autour des Français d’origine juive. L’affaire Dreyfus déchire le pays. Le ‘Juif’ est l’apatride, en-deçà d’une quelconque citoyenneté.

Vichy glisse du patriotisme au nationalisme, puis, pour les plus idéologues et/ou les plus intéressés, du nationalisme au national-socialisme. La patrie ne correspond plus au *Vaterland* germanique, ni au sentiment séculaire français, mais à l’espace vital nazi. Symbolisé par la devise ‘travail, famille, patrie’, belle en soi, mais galvaudée par une propagande, voue un culte à Pétain, ‘sauveur’ messianique. La patrie est réduite à une France de ‘toujours’ inventée de toutes pièces comme une construction idéologique ou un slogan amer : « *Une flamme sacrée monte du sol natal...* ». C’est une mystique romantique et souvent fumeuse, faisant des Français une ‘race’ surgie d’on ne sait où, acteurs d’une histoire revisitée pour les besoins de la cause et déclinée en termes de ‘décadence’.

1945 sonne le glas de ce tsunami idéologique car les totalitarismes de l’entre-deux-guerres rapprochent patriotes et résistants de tous bords voyant dans l’objet de leur amour un principe supérieur à toute religion ou à toute race. C’est pourquoi l’idée d’une ‘patrie des droits de l’homme’, rempart contre les dérives idéologiques, prend un nouveau départ à la Libération, après la découverte de la Shoah. « *Le XX^e siècle a inventé le devoir de mémoire* », résume René Rémond.

En fait, la mystique ‘primitive’ de la notion moderne de patrie existe depuis le XVIII^e siècle. Louis XVI (« *Un souverain ne saurait rien faire de plus utile que d’inspirer à sa nation une grande idée d’elle-même* », Tocqueville (« *Il existe un amour de la patrie...* ») ou de Gaulle l’ont rencontré (« *Je me suis toujours fait une certaine idée de la France.* »).

Si la décolonisation, l’ex-empire soviétique et le mondialisme favorisent un patriotisme parfois exacerbé, alternative passionnelle face à ces peurs collectives, l’amour patriotique rassemble dans un devenir commun. L’amour que lui porte les citoyens peut conduire jusqu’au don de soi. Or, comme l’affirme Valéry : «

Aujourd'hui la patrie est devenue l'Hexagone. On ne meurt pas pour une figure géométrique. » Mais vote-t-on pour elle ?